

Il a aussi parlé d'autres écoles de haut savoir.

...ainsi qu'à l'égard des frais versés par les étudiants pour tout manuel et tout instrument scientifique nécessaires...

Il nous est possible de fournir à nos universités d'immenses secours en apportant simplement quelques modifications, dans le sens de la libéralité, à notre régime fiscal, de façon à favoriser les dons faits à des fins d'éducation par les grandes sociétés, par exemple, en vue de multiplier les moyens matériels à la disposition des universités, d'augmenter le nombre des professeurs et des investigateurs scientifiques, d'assurer le relèvement des traitements des professeurs et de favoriser la recherche scientifique, pure ou appliquée. Il faudrait augmenter les sommes d'argent destinées à constituer des bourses d'études ou des prêts, même au niveau secondaire, comme, bien entendu, aux niveaux universitaire ou post-universitaire. On pourrait de cette façon distinguer, favoriser et appuyer les jeunes Canadiens dont les goûts et les aptitudes sont tels qu'ils puissent profiter de cette formation supérieure. L'industrie et l'État pourraient aussi aider aux étudiants à s'aider eux-mêmes en leur donnant plus d'occasions de travailler l'été et en exemptant de la prime d'assurance-chômage ce qu'ils gagnent alors. Aider nos universités à grandir, fournir aux professeurs des bourses qui leur permettent de suivre des cours d'été, cela serait aussi propre à favoriser chez nous le progrès des sciences et à augmenter le nombre des professeurs de sciences.

La formation et la recherche scientifiques sont à la base même de notre puissance nationale. Nous pourrions ainsi augmenter notre importance internationale. Ce serait là servir vigoureusement la cause de la sécurité et de la liberté. Pour préserver la paix et la liberté, et, par-dessus tout, pour enrayer l'essor du communisme qui subordonne à la recherche de la domination mondiale ses peuples et sa politique, il y aurait lieu d'examiner soigneusement notre hiérarchie des valeurs. L'avance du communisme, la destruction sans pitié, par les dictateurs communistes, de la liberté et des libertés humaines essentielles, dans des pays attachés à la paix comme la Hongrie, la Pologne, l'Ukraine, l'Allemagne orientale, les États baltes et balkaniques, constituent un péril et une tragédie effroyable. Il y a quelques semaines, nous célébrions le premier anniversaire des soulèvements de Hongrie et de Pologne. En résistant à la tyrannie communiste, au prix de lourds sacrifices personnels, ces révoltés ont ralenti les progrès du communisme et aidé le monde occidental à combattre cette puissance athée et sans âme.

Le gouvernement libéral peut certes s'enorgueillir de son aide économique et des initiatives qu'il s'est empressé de prendre, sur le plan de l'immigration, pour assister les réfugiés de ces régions. Cela montrait bien que le Canada fait suivre ses paroles d'actes concrets. La réputation de notre pays s'en est trouvée grandie aux yeux du monde libre.

Il était vraiment rassurant d'entendre Sa Majesté déclarer que les ministres du gouvernement actuel feront de leur mieux pour participer, au sein de l'OTAN et des Nations Unies, à la préservation de la paix. Nous espérons que la réunion des quinze chefs d'État de l'OTAN aboutira à des plans concrets et réalisables qui assureront la collaboration en vue de la mise en commun des connaissances scientifiques, de même que la coordination de la défense et le rayonnement de l'aide économique et culturelle vers les pays qui ont besoin d'aide.

Par l'intermédiaire des Nations Unies, il y a un an exactement, l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures a pu éviter que la crise de Suez ne prenne une orientation dangereuse. Cette réalisation, sur le plan diplomatique, au sein des Nations Unies, lui a valu le prix Nobel de la paix. C'est un insigne honneur pour lui-même, pour son parti, pour la Chambre et pour le Canada. Cette idée canadienne d'une force d'urgence des Nations Unies a vraiment été une inspiration. Après une année entière, elle s'est révélée pleinement fructueuse et a assuré la sécurité à l'État d'Israël, si fréquemment menacé jusque-là. Cette force de police des Nations Unies réussira d'autant mieux à empêcher les hostilités qu'elle restera plus longtemps à Akaba et à Gaza. Il serait donc sage d'user d'une once de prévention en dépêchant une telle force internationale de la paix vers les autres frontières menacées.

Cependant, il est regrettable de constater que les Nations Unies ont de la difficulté à financer cette force expéditionnaire, étant donné surtout que le bloc soviétique refuse de contribuer à son entretien. C'est une nouvelle preuve que l'Union soviétique ne veut pas collaborer et ne s'intéresse pas à la préservation de la paix dans les régions agitées. En plus d'utiliser une force de police sur les frontières où règne l'agitation, les Nations Unies pourraient plus facilement préserver la paix au Moyen-Orient si la délégation canadienne encourageait les États arabes à reconnaître qu'Israël est un État réel et permanent au Moyen-Orient et qu'il faut trouver une formule de coexistence. En réclamant la solution du problème des réfugiés